



Députés et... « stagiaires » en entreprise



Parfois, certains députés ont même rendu la pareille aux dirigeants qui les avaient accueillis. - Shutterstock

Tendance Plusieurs dizaines de parlementaires ont répondu favorablement à l'invitation du think tank Entreprise et Progrès qui leur proposait de venir passer une semaine en immersion aux côtés de dirigeants d'entreprise.

L'amendement « Vis ma vie » proposé par le député de la France insoumise, François Ruffin, dans le cadre du débat parlementaire sur la loi de moralisation de la vie publique actuellement en cours à l'Assemblée nationale, a comme un air de déjà-vu. Visant à « *contraindre* » les députés, ministres, « *et pourquoi pas le Président de la République* » à faire des stages, chaque année, pour « *garder le contact avec le réel* », et qu'ils se rendent ainsi mieux compte des difficultés quotidiennes des employés, explique-t-il, il s'inscrit, en partie, dans la même logique qu' **une initiative lancée par le think tank Entreprise et Progrès**, il y a près de trois ans.

Si cette dernière ambitionnait plutôt, sur la base du volontariat, de « *faire connaître le fonctionnement des entreprises aux députés et aux sénateurs afin qu'ils votent de bonnes lois, créant les conditions de l'emploi* », comme le précise le président du think tank, Denis Terrien, elle proposait **une « immersion » d'une semaine aux côtés de dirigeants** confrontés à des décisions d'investissement ou de recrutement importantes. « *Cette initiative était une main tendue à des députés qui, lors de la législature précédente, n'étaient que 12 % à avoir déjà fréquenté une entreprise au cours de leur carrière*, explique celui qui est aussi président du conseil d'administration de Novartex. *Pour combler ce déficit de connaissances, nous leur avons donc simplement dit : "Venez voir comment ça se passe !" ».*

business.lesechos.fr
Pays : France
Dynamisme : 6

Page 2/2

[Visualiser l'article](#)

S'inspirer pour mieux légiférer

Résultat : entre 2014 et 2015, **70 députés, comme Valérie Pécresse, Laurent Grandguillaume ou Virginie DUBY-MULLER, ont répondu favorablement à cette invitation**. La première dans une PME francilienne, le second chez Nature et Découvertes et la troisième chez L'Oréal. « *Durant les quatre ou cinq jours ouvrés que chacun a passé sur place, tous ont pu assister à des réunions importantes du comité exécutif, du conseil d'administration, du CHSCT ou du CE* », raconte Stéphane Marchand, délégué général chez Entreprise et Progrès. Interpellé lors d'une réunion de comité d'entreprise par une employée qui lui demandait de lui décoder un bulletin de paie, Laurent Grandguillaume, alors co-président du Conseil de la simplification pour les entreprises, s'était, par exemple, selon Denis Terrien, appuyé sur cette expérience pour en parfaire la simplification.

Parfois, **certains députés ont même rendu la pareille aux dirigeants** qui les avaient accueillis, à l'instar de Patrick Lagarde, PDG de Brink's France, invité à l'Assemblée nationale par son « député-stagiaire » afin qu'il puisse, à son tour, mieux comprendre les arcanes du travail parlementaire. Non réitérée cette année pour cause d'élections législatives, cette initiative d'Entreprise et Progrès pourrait se renouveler, sous une autre forme, dès l'an prochain.